



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 13/10/2023

Reçu en préfecture le 13/10/2023

Publié le 13/10/2023



ID : 076-217604479-20231010-M_DL231009_134-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le neuf octobre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 octobre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliki PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Fabienne MALANDAIN donne pouvoir à Gilles BELLIERE
Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Isabelle CREVEL donne pouvoir à Sylvain CORNETTE
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 9 octobre 2023

M_DL231009_134

CONSEIL MUNICIPAL - INFORMATION N°12 MARCHES PUBLICS - ATTRIBUTION D'UN ACCORD-CADRE DE TRANSPORTS POUR ENFANTS ET ADULTES

M. Jérôme DUBOST, Maire – Par délibération n°2022.07/91 en date du 04 juillet 2022, vous m'avez autorisé à :

- signer avec les villes du Havre, Sainte Adresse et le CCAS de Montivilliers, la convention du groupement de commandes pour la conclusion d'un marché public de transports en cars pour enfants et adultes ;
- signer l'accord-cadre à bons de commande avec le fournisseur qui sera désigné à l'issue de la procédure de consultation publique des entreprises.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-22-1 ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU la délibération n°2022.07/91 du conseil municipal du 4 juillet 2022 relative à l'autorisation donnée au Maire de signer la convention constitutive de groupement de commandes et l'accord-cadre à bons de commande relatif au transport en cars des enfants et adultes de la Ville de Montivilliers ;

VU le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement réunie le 16 juin 2023,

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

La décision de la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande à la société suivante :

Lot n°3 : Transport ponctuel des enfants et adultes fréquentant les fabriques du Havre et ceux fréquentant le centre communal d'action sociale, les accueils collectifs de mineurs, les actions jeunesse et le centre sociale de Montivilliers

CARS PERIER – 13 boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny – 76170 LILLEBONNE

Le montant maximum annuel HT de dépenses est fixé à 30.000 euros

Imputation budgétaire

Exercice pluriannuel – maximum 4 ans

Budget principal de la Ville

chapitre 011 – compte 6322 (transports collectifs) – fonction selon les besoins

Montant maximum annuel de la dépense : 30 000 euros HT

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE
Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 13/10/2023

Reçu en préfecture le 13/10/2023

Publié le 13/10/2023

ID : 076-217604479-20231010-M_DL231009_134-DE



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr